

*Initiatives ministérielles*

**Mme Stewart:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Cela fait maintenant 11 minutes que le député parle. J'aimerais savoir si son allocution doit durer 10 minutes ou 20.

**Le président suppléant (M. Kempling):** Il dispose de 20 minutes; je tiens un compte très rigoureux.

**M. McDermid:** Monsieur le Président, il est clair que la députée a manqué le début de mon discours, quand j'ai donné avis de la durée de mon intervention. Je me réjouis néanmoins de l'intérêt qu'elle me porte. Vous m'en voyez flatté.

Il y a cinq ans, en novembre 1984, le ministre des Finances a élaboré un programme économique pour le Canada. Ce programme comportait un certain nombre de mesures que nous voulions appliquer au cours des années à venir. Il y avait, bien sûr, la réforme fiscale, qui s'est achevée en 1987. Il était aussi question de privatiser certaines sociétés d'État dont le gouvernement n'avait plus besoin aux fins de la politique nationale. Quelque 18 sociétés ont ainsi été privatisées, et toutes s'en portent très bien sauf une qui, du temps qu'elle était publique, était déjà déficitaire et engloutissait des sommes faramineuses.

Il importe beaucoup d'examiner ce programme économique global qui prévoyait notamment une déréglementation et qui a permis à l'entreprise privée de créer des emplois et aux secteurs industriels de prospérer. Je me souviens très bien du soir où le ministre des Finances a présenté son exposé financier. J'étais ici ce soir-là lorsque le chef de la loyale opposition de Sa Majesté a dit que c'était une catastrophe, que le Canada ne serait plus jamais le même, que des milliers d'emplois allaient disparaître, que c'était absolument terrible. Puis le chef du Nouveau Parti démocratique a déclaré que cette politique allait nous coûter 100 000 emplois. C'est exactement ce qu'il a dit ce soir-là.

Un million et demi d'emplois ont été créés au cours des cinq dernières années et cela, sans que le gouvernement n'achète des sociétés ni n'élargisse la bureaucratie. L'entreprise privée a créé 1 500 000 emplois, tout aussi importants les uns que les autres, dont 85 p. 100 sont à temps plein et 57 p. 100 sont occupés par des femmes.

Le chômage a diminué dans toutes les régions, et en particulier chez les jeunes. L'économie s'est développée de 20 p. 100. Les investissements commerciaux se sont accrus de 61 p. 100 au Canada. C'est un bon rendement.

C'est un rendement ahurissant dont le mérite revient en grande partie au ministre des Finances.

Comme le savent les Canadiens, la création de bons emplois, la hausse des revenus et le relèvement de la qualité des services publics dépendent tous de notre capacité à compétitionner dans un monde féroce. L'entreprise privée et la population en général le comprennent.

Je ne vais pas entrer ce soir dans le détail de l'actuelle taxe de vente fédérale. Qu'il suffise de dire qu'elle est dommageable à notre économie. Elle donne à nos producteurs un avantage injuste par rapport aux industries qui importent des produits. Les dommages qu'ont subis nos industries sont énormes. Nous sommes le seul pays au monde qui a une pareille taxe.

Études après études ont conclu qu'il faut la supprimer. Diverses associations de dirigeants d'entreprise l'ont dit également, y compris celle que préside M. Bulloch, que tous les gens d'en face semblent prendre plaisir à citer. Il veut s'en défaire aussi.

J'ai dit plus tôt que nous exportons 35 p. 100 de tout ce que nous produisons au Canada. Si nous voulons être concurrentiels, nous devons veiller à ce que nos producteurs affrontent leurs concurrents sur un pied d'égalité. C'est exactement ce que nous faisons.

**M. Ferguson:** Donnez-leur 20,50 \$ la tonne et ils vendront leur blé.

**M. McDermid:** Le député de Lambton—Middlesex est là à beugler comme un veau. Il devrait se rendre compte que cette mesure aidera les agriculteurs également. Cela ne fait aucun doute.

**M. Ferguson:** Rendez-vous en Saskatchewan et allez leur dire cela.

**M. McDermid:** Beaucoup d'intrants qui sont maintenant taxés ne le seront plus après l'entrée en vigueur de la TPS; je peux donc dire au député que les agriculteurs s'en porteront beaucoup mieux.

En supprimant toutes les taxes fédérales sur les intrants, la TPS encouragera l'investissement au Canada, ce qui se traduira par une augmentation de l'emploi, de la productivité et de la production nationale. C'est cela dont nous avons besoin au Canada.

Depuis qu'il est au pouvoir, le présent gouvernement fait preuve de leadership dans le domaine économique. Son leadership porte fruit. La taxe sur les produits et services n'est qu'un autre moyen pour revitaliser l'écono-